



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 24/01/2024

Donner acte de réexamen IED

Monsieur le Directeur,

Vos installations, exploitées à Carquefou, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principal 3230 et du BREF principal FMP « *Industries de transformation de métaux ferreux* ». Le périmètre IED correspond au périmètre des installations visées par les prescriptions de votre arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 2002, complété en date du 15 octobre 2014 et du 23 juillet 2023, à l'exception des installations d'application de peintures. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 24 novembre 2023 un dossier de réexamen accompagné d'un rapport de base.

Après examen par l'inspection des installations classées, je vous informe que le dossier transmis peut être jugé complet et recevable. En effet, il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R. 515-71 et R. 515-72 du Code de l'environnement.

Considérant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 novembre 2026 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant la publication future d'un arrêté ministériel relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique

n° 3230, qui viendra fixer des prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2022/2110 de la commission européenne ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;
Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

Le réexamen au titre de l'article R.515-70 du Code de l'environnement, ne nécessite pas d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral. L'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel qui sera publié en application des conclusions sur les MTD susvisées seront applicables aux installations du site. Les meilleures techniques disponibles identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôle conformément aux articles L.514-4 et suivants du Code de l'environnement.

Pour l'application de la section 8 du code de l'environnement, le « périmètre IED » de l'établissement englobe l'ensemble des installations participant à la mise en œuvre du procédé de galvanisation discontinue, à savoir les installations de traitement de surfaces, le bain de galvanisation et leurs installations connexes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Copie : Préfecture

**Monsieur le Directeur
Société ZINQ
4 rue de l'Europe
44 470 CARQUEFOU**